

REFUS PROVISOIRE PARTIEL DE PROTECTION

notifié au Bureau International de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) selon la règle 17(1) du Règlement d'Exécution Commun a l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement

<p>I. OFFICE QUI FAIT LA NOTIFICATION :</p> <p>Agence d'Etat pour la Propriété Intellectuelle (AGEPI), rue Andrei Doga, no. 24 / 1, MD-2024 Chişinău, République de Moldova</p> <p style="text-align: right;">Téléphone : (37322) 400 - 541 fax.: (37322) 44-01-19</p>
<p>II. NO DE L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL FAISANT L'OBJET DU REFUS: 1412802</p>
<p>III. NOM ET ADRESSE DU TITULAIRE DE L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL FAISANT L'OBJET DU REFUS :</p> <p style="text-align: center;">Limited Liability Company "S8 Trade" Volgogradsky Prospekt, 43, building 3, floor 6, place XXI, room 9B RU-109316 Moscow, Fédération de Russie</p>
<p>IV. INFORMATIONS CONCERNANT LE TYPE DE REFUS PROVISOIRE :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Refus provisoire partiel fondé sur un examen d'office</p> <p><input type="checkbox"/> Refus provisoire partiel fondé sur une opposition</p> <p><input type="checkbox"/> Refus provisoire partiel fondé à la fois sur un examen d'office et sur une opposition</p> <p style="margin-left: 20px;">i) Nom de l'opposant :</p> <p style="margin-left: 20px;">ii) Adresse de l'opposant :</p>
<p>V. INFORMATIONS CONCERNANT LA PORTEE DU REFUS PROVISOIRE:</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Le refus provisoire partiel concerne uniquement les produits et services ci-après :</p> <p><input type="checkbox"/> Le refus provisoire partiel ne concerne PAS les produits et services ci-après :</p> <p style="margin-left: 20px;">Liste des produits et services :</p> <p style="margin-left: 40px;">cl.35: Démonstration de produits; services de promotion des ventes pour des tiers; publicité en ligne sur un réseau informatique; relations publiques; optimisation de moteurs de recherche pour la promotion des ventes; services de présentation de produits sur des supports de communication a des fins de vente au détail.</p> <p style="margin-left: 40px;">cl.38: tous les services mentionnes dans la demande.</p>

VI. MOTIFS DE REFUS [(le cas échéant, voir la rubrique VII)] : Marque(s) antérieure(s): Autres motifs :

(La Loi no.38-XVI/2008 sur la protection des marques de la République de Moldova, Art.8(1)b).

VII. INFORMATIONS RELATIVES À UNE MARQUE ANTÉRIEURE :

- i) **Date et numéro de dépôt** et, le cas échéant, date de priorité : **26.08.2003, nr.013703**
- ii) **Date et numéro d'enregistrement** (s'ils sont disponibles) : **09.02.2005, nr. R 11842**
- iii) **Nom et adresse du titulaire** : **CERNEI Andrei**
Str. Sportivă nr. 11, MD-5008
Mărculești, Florești, République de Moldova
- iv) **Reproduction de la marque :**

NEXT

- v) **Liste des produits et services pertinents** (cette liste peut être rédigée dans la langue de la demande antérieure ou de l'enregistrement antérieur) :

cl.35 : publicitate, cu excepția distribuirii documentării publicitare referitoare la aparatele pentru înregistrarea, transmiterea și reproducerea sunetului sau imaginii; lucrări de birou;

cl.38 : telecomunicații; Internet cafe.

VIII. DISPOSITIONS ESSENTIELLES CORRESPONDANTES DE LA LÉGISLATION APPLICABLE :**Loi no. 38-XVI/2008 sur la protection des marques de la République de Moldova (extrait)**

Article 8 Motifs relatifs de refus (1) Hormis les motifs de refus prévus à l'art. 7, on va refuser la marque et dans le cas lorsque la marque: b) est identique ou similaire a une marque antérieure et en raison de son identité ou de sa similitude avec la marque antérieure et en raison de l'identité ou de la similitude des produits ou des services que les deux marques désignent, il existe un risque de confusion dans l'esprit du public consommateur; le risque de confusion comprend le risque d'association avec la marque antérieure.

IX. INFORMATIONS CONCERNANT LA POSSIBILITÉ DE PRÉSENTER UNE REQUÊTE EN RÉEXAMEN OU UN RECOURS :

- i) **Délai pour présenter une requête en réexamen ou un recours** : **deux mois**, à compter de la réception du présent refus.
- ii) **Autorité auprès de laquelle la requête en réexamen ou le recours doit être déposé** : **Agence d'Etat pour la Propriété Intellectuelle (AGEPI)**, (voir rubrique I ci-dessus)
- iii) **Nécessité de déposer la requête en réexamen ou le recours dans une langue particulière ou par l'intermédiaire d'un mandataire qui a son adresse sur le**

territoire de la partie contractante : la requête en réexamen doit être présentée dans la **langue officielle** de la République de Moldova ; assistance d'un mandataire local (art.29(2), (3) de la Loi No. 38/2008) ou d'une personne affiliée ou un représentant de celui-ci (art.29(2¹) de la Loi No. 38/2008) **obligatoire**.

- iv) Conditions supplémentaires, le cas échéant : la requête en réexamen doit être présentée sur un **formulaire standard** approuvé par AGEPI <http://agepi.gov.md/en/formulare/trademarks>, faisant l'objet de paiement de la **taxe prescrite**.

X. SIGNATURE OU SCEAU OFFICIEL DE L'OFFICE QUI FAIT LA NOTIFICATION :



XI. DATE D'ENVOI DE LA NOTIFICATION AU BUREAU INTERNATIONAL : **2019.05.30**